

Pauvreté

«Être pauvre c'est avoir des possibilités limitées et non mal gérer son budget. Se débrouiller avec très peu d'argent c'est comme travailler sept jours sur sept, sans vacances ni répit. La pauvreté use le corps et l'âme.¹»

«Être traitée comme un être inférieur a un impact profond sur les gens et affecte directement leur capacité de sortir du cycle de la pauvreté et de l'aide sociale parce les personnes touchées intériorisent l'idée que le problème vient d'elles et qu'elles donc sont incapables de réussir»².

- En 2004, environ 684 000 familles (3,5 millions de personnes) vivaient avec de faibles revenus. Il aurait fallu que ces familles gagnent en moyenne 7 200 \$ de plus, seulement pour hausser leur revenu au dessus du SFR. Le SFR, ou seuil de faible revenu, est la mesure reconnue d'un revenu considéré sous le seuil de pauvreté. Cette année là, environ 865 000 enfants de moins de 18 ans vivaient dans des familles à faible revenu au Canada³. En Ontario, un enfant sur huit vivait sous le seuil de pauvreté⁴.
- Les taux de faible revenu sont plus élevés parmi les 550 000 familles monoparentales dirigées par une femme, dont 36 % vivent avec un faible revenu. Le taux de faible revenu des enfants vivant avec une mère monoparentale est de 40 %, soit cinq fois plus élevé que celui des 8,1 % d'enfants vivant avec deux parents⁵.
- Au Canada, les femmes gagnent moins d'argent que les hommes pour un travail exigeant des compétences équivalentes. Les femmes constituent la majorité des pauvres. Beaucoup sont piégées dans des relations de violence conjugale parce qu'elles n'ont tout simplement aucun autre endroit où aller dans un contexte de pénurie de maisons d'hébergement, de logements plus en plus coûteux, de faibles salaires versés aux femmes et de listes d'attente pour des places en garderie subventionnées. Tous ces facteurs les empêchent de trouver les emplois rémunérés et/ou des formations qui leur permettraient de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants⁶.

¹ Marika Morris, Institut canadien de recherches sur les femmes «*Femmes et pauvreté*» (2002), Feuilleton d'information de l'ICREF.

² Institut canadien de recherches sur les femmes, «*L'impact des programmes sociaux: des femmes à faible revenu racontent*» (2007), Feuilleton d'information de l'ICREF.

³ Statistique Canada, *revenus des Canadiens*, Le Quotidien, mardi le 30 mars 2006.

⁴ Community Action, *Community Action Online* (Toronto: Community Action Publishing, 2007).

⁵ *Ibid.*

⁶ *Supra* note 1.

- La pauvreté et le sans-abrisme entraînent de nombreux troubles de santé, notamment: la malnutrition, le chômage, les toxicomanies, la violence sexiste et d'autres manifestations débilitantes dues à une insécurité du revenu⁷. Quand on vit dans des logements surpeuplés et délabrés où les maladies se propagent facilement, le stress causé par la pauvreté et l'incertitude peut favoriser l'apparition de mécanismes de survie malsains. Parmi les problèmes qu'affrontent les gens vivant dans la pauvreté, on retrouve le manque d'argent pour acheter des aliments nutritifs; le manque d'assurances pour couvrir les frais des médicaments et des soins dentaires; la nécessité de s'absenter sans salaire d'un emploi mal payé pour se rendre chez un médecin en autobus et attendre pendant des heures parce que le médecin a accordé trop de rendez-vous; et, occuper un emploi stressant et sous payé où on a peu de contrôle.
- Une nouvelle étude a démontré que les employées font face à un risque important de problèmes de santé en raison de stresseurs psychosociaux et organisationnels liés à ces emplois mal rémunérés et précaires⁸.
- En 1996, en éliminant le Régime d'assistance publique du Canada, le gouvernement fédéral a porté atteinte à l'essence même des normes canadiennes en matière de programmes sociaux, médicaux et d'éducation. Il a procédé à des compressions budgétaires et adopté des mesures temporaires et bancales qui ne font que criminaliser les pauvres et perpétuer leurs problèmes, qu'il s'agisse de prévention de la criminalité, de sans-abrisme ou de justice réparatrice⁹.
- L'organisation des Nations Unies a critiqué publiquement le Canada pour le pourcentage élevé de femmes vivant dans la pauvreté. L'ONU a reconnu que les changements apportés par le gouvernement fédéral en 1995 au mode de financement des provinces et la réduction de ses transferts pour les programmes sociaux ont contribué à la persistance de la pauvreté, notamment pour les femmes autochtones, handicapées, immigrantes et de couleur¹⁰.
- Le Canada est le seul pays industrialisé qui n'a aucune stratégie nationale de logement et il se classe presque au dernier rang de 12 pays industrialisés en matière de lutte contre la pauvreté¹¹.
- Kimberley Rogers, une femme vivant en Ontario, est devenue un symbole national des failles dans les politiques de l'aide sociale lorsqu'elle est décédée pendant sa détention à domicile pour fraude à l'aide sociale. On l'avait accusée de fréquenter

⁷ Gordon Laird, *Shelter: Homelessness in a Growth Economy: Canada's 21st Century Paradox* (Ottawa: Sheldon Chumir Foundation for Ethics in Leadership, 2007) p. 5.

⁸ Marika Morris, «Femmes, santé et action» (2001), Feuillet d'information de l'ICREF.

⁹ Kim Pate, «Prisons, the Latest Solution to Homelessness, Poverty and Mental Illness» (2003: Calgary: Womenspeak Series), en ligne au www.elizabethfry.ca/confernc/prison/2.htm

¹⁰ Institut canadien de recherches sur les femmes, «L'impact des programmes sociaux: des femmes à faible revenu racontent» (2007), Feuillet d'information de l'ICREF.

¹¹ *Ibid.*

l'école pendant qu'elle recevait l'aide sociale. Même si elle était enceinte, elle a été assignée à résidence avec interdiction de quitter son logement. Quand on l'a retrouvée morte pendant une intense vague de chaleur à l'été 2001, enceinte de huit mois, la police a rapporté qu'il faisait plus de 38 degrés dans son appartement. Durant l'enquête sur son décès, il est apparu que Kimberley était admissible à une exemption pour incapacité et qu'elle aurait légitimement pu fréquenter l'école si elle, ou le personnel de l'aide sociale, en avait été avisé avant son décès¹².

- Selon le Conseil national du bien-être social, la majorité des bénéficiaires de l'aide sociale sont des femmes, des enfants et des personnes handicapées. Malgré cela, les politiques gouvernementales insistent sur leur intégration dans la population active sans vraiment leur en donner les moyens: services de garde, logements sécuritaires et abordables, montant suffisant pour couvrir leurs dépenses de base (téléphone, vêtements, titres de transports), accès à des cours, formations et programmes d'alphabétisation qui répondent à leurs besoins particuliers, soutiens adéquats et accommodements sur les lieux de travail pour les personnes handicapées et, finalement, accès gratuit, approprié et en bon temps à des services d'aide psychologique pour les toxicomanies et les traumatismes¹². Les politiques gouvernementales ne collent pas à la réalité et créent beaucoup de misère chez les personnes les plus marginalisées au Canada.
- Les stéréotypes décrivent souvent les personnes et les familles vivant dans la pauvreté comme paresseuses et dépendantes de l'aide sociale. Les programmes et prestations gouvernementales jouent certainement un rôle important pour soutenir les familles pauvres, particulièrement les personnes âgées, mais les salaires sont une source cruciale de revenu pour la plupart des adultes, particulièrement celles et ceux qui vivent dans la pauvreté¹³. De fait, 41 % des enfants à faible revenu vivent avec un parent qui travaille à plein temps toute l'année.
- Les taux d'aide sociale sont bien en dessous du seuil de pauvreté et dans le cas d'une famille monoparentale, les prestations peuvent être inférieures de plus de 900 \$ au SFR¹⁴. Les bénéficiaires de l'aide sociale sont donc parmi les plus pauvres des pauvres. Ces personnes sont tellement dépourvues qu'elles sont incapables d'accéder à plusieurs ressources telles des logements adéquats, des emplois et des loisirs¹⁵.
- La proportion de femmes vivant en couple a décliné au cours des deux dernières décennies et un plus grand nombre de femmes vivent seules¹⁶.

¹² Kim Pate, «Why we should form an international coalition against women's imprisonment...» (2001: Brisbane, Australie), en ligne au www.elizabethfry.ca/confernc/nov29-01/1.htm.

¹³ Conseil national du bien-être social. *Profil de la pauvreté, 2002 et 2003 Canada* (Ottawa: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2006).

¹⁴ Conseil national du bien-être social. *Résoudre la pauvreté : Quatre pierres angulaires d'une stratégie nationale viable pour le Canada* (Ottawa: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2007).

¹⁵ Supra note 4.

¹⁶ Conseil national du bien-être social. *Revenus de bien-être social 2006 et 2007* (Ottawa: 2007).

¹⁶ Statistique Canada, *Les femmes au Canada*, Le Quotidien, mardi le 7 mars 2006.

- Les majorités des personnes handicapées au Canada sont des femmes¹⁷.
- Les femmes monoparentales forment la catégorie de «familles» qui vit le taux de pauvreté le plus élevé (48,9%), leurs revenus étant inférieurs à moins de la moitié du seuil établi de faible revenu¹⁸.
- En 2003, les taux de pauvreté des familles sans gagne-pain s'échelonnaient entre 94,6 % pour les mères monoparentales, et 39,3% pour les couples sans enfants¹⁹.
- 28 % de toutes les mères seules touchent l'aide sociale, par comparaison à 24 % des célibataires en âge de travailler, 18 % des couples sans enfants en âge de travailler et 8 % des familles biparentales²⁰.
- En 2004, les gains des familles autres que de personnes âgées provenant de salaires, de régimes privés de pensions et de revenus d'investissements comptaient pour 93 \$ de chaque tranche de 100 \$ de revenu avant impôt. Les 7 \$ restants provenaient des transferts gouvernementaux²¹.
- Le montant alloué à l'aide sociale par le gouvernement n'a pas diminué parce que la situation s'est améliorée, mais bien parce que les critères ont été tellement resserrés que certains pauvres ne sont plus admissibles. Les coupures dans d'autres domaines de dépenses sociales telles les services de garde, l'assurance-emploi, les soins dentaires et les médicaments ont forcé certaines personnes à recourir malgré elles à l'aide sociale²².
- Entre 2000 et 2007, les revenus d'aide sociale étaient à leur plus bas niveau depuis 35 ans, particulièrement en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-britannique²².
- Au Canada, il ne suffit pas d'avoir un emploi pour se sortir de la pauvreté. La plupart des pauvres travaillent à temps plein ou à temps partiel. Les femmes et les jeunes représentent 83 % des personnes qui gagnent le salaire minimum; 37 % des mères monoparentales doivent élever leur famille avec des salaires de moins de 10 \$ l'heure²¹.
- Les familles canadiennes ayant de s'enfants de moins de 18 ans travaillent en moyenne 200 heures de plus par année que leurs homologues de la décennie

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Conseil national du bien-être social. *Résoudre la pauvreté : Quatre pierres angulaires d'une stratégie nationale viable pour le Canada* (Ottawa: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2007).

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Ibid.*

²¹ Statistique Canada, *Revenus des Canadiens*, Le Quotidien, mardi le 30 mars 2006.

²⁰ Institut canadien de recherches sur les femmes, «L'impact des programmes sociaux: des femmes à faible revenu racontent» (2007), Feuillet d'information de l'ICREF.

²² *Supra* note 15.

²¹ Marika Morris, «Femmes et pauvreté» (2002), Feuillet d'information de l'ICREF.

précédente. Toutefois, 80 % de ces familles touchent aujourd'hui une plus petite proportion du revenu national total²³.

- Beaucoup de personnes travaillant à plein temps au Canada sont pauvres parce que le salaire minimum ne suffit pas à combler les besoins fondamentaux dans une société où les coûts de la vie et du logement augmentent sans cesse. Bon nombre d'emplois à faible salaire n'offrent aucune indemnité en cas de maladie ni aucun autre avantage. Le Canada vit un problème de chômage structurel. De fait, il existe une disparité entre les emplois disponibles et les compétences de la population²⁴.
- Au Canada, les emplois à faible salaire comptent pour 21 % de tous les emplois disponibles²⁵.
- Le régime fiscal ne bénéficie qu'aux personnes de la tranche salariale supérieure. En 2005, les salariés faisant partie des 1 % gagnant les salaires les plus élevés ont payé relativement moins d'impôt que les salariés des catégories inférieures²³.
- Peu importe leur niveau de scolarité, les travailleuses gagnent habituellement moins que les travailleurs. Par exemple, en 2003, les détentrices d'un diplôme secondaire travaillant à plein temps toute l'année gagnaient 71 % de ce que gagnaient leurs homologues masculins et les femmes ayant complété des études post-secondaires gagnaient 68,9 % du revenu de leurs homologues masculins²⁴. L'écart entre les gains des femmes et des hommes n'a pas varié de manière significative au cours de la dernière décennie²⁵.
- Les immigrantes sont moins susceptibles d'occuper un emploi rémunéré que les immigrants et les femmes non immigrantes. Cela s'applique également aux immigrantes possédant un diplôme universitaire²⁹.
- Les femmes titulaires d'un diplôme universitaire gagnent 85 cents pour chaque dollar gagné par leurs homologues masculins, et les femmes qui ont moins qu'un diplôme secondaire gagnent seulement 69 cents pour chaque dollar gagné par leurs homologues masculins²⁶.

²³ Trish Hennessy, *Income Gap Ignored at our Peril: National Update* (Ottawa: Centre canadien des politiques alternatives, 2007) p. 1.

²⁴ Institut canadien de recherches sur les femmes, «L'impact des programmes sociaux: des femmes à faible revenu racontent» (2007), Feuillet d'information de l'ICREF.

²⁵ Centre canadien des politiques alternatives, «Facts About Canada» (2008) *The CCPA Monitor*.

²³ Marc Lee, «Overall tax system no longer meets the basic test of fairness» (*The CCPA Monitor*, 2008) 14 8, pp. 1, 6.

²⁴ Conseil national du bien-être social. *Résoudre la pauvreté : Quatre pierres angulaires d'une stratégie nationale viable pour le Canada* (Ottawa: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2007).

²⁵ Statistique Canada, *Femmes au Canada*, Le Quotidien, mardi le 7 mars 2006.

²⁹ Statistique Canada, *Femmes au Canada 2000: Rapport statistique fondé sur le sexe* (Ottawa: Industrie Canada, 2000).

²⁶ Statistique Canada, *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu: Écart salarial entre les hommes et les femmes*, Le Quotidien, lundi le 20 décembre 1999.

- Des femmes trafiquées vers le Canada par des individus se faisant passer pour des employeurs ont été battues et violées, se sont fait voler leurs passeports et ont été prostituées. Des femmes voulant désespérément échapper à des conditions de pauvreté dans d'autres pays qui ont immigré au Canada comme «promises par correspondance» ou travailleuses domestiques sont également trop souvent abusées, notamment en étant agressées physiquement et sexuellement et/ou exploitées économiquement²⁸.
- Même si les femmes des minorités visibles sont en moyenne plus scolarisées que les autres Canadiennes, elles sont toutefois moins susceptibles d'être employées. De plus, les femmes des minorités visibles gagnent généralement des salaires inférieurs à ceux des autres femmes³⁰.
- La plupart des femmes criminalisées sont peu scolarisées, ont moins d'occasions d'emploi et de ressources économiques et vivent habituellement seules dans des logements en très mauvais état³¹.
- Dans la région des Prairies, la plupart des femmes incarcérées sont autochtones et elles forment la majorité de la population carcérale. Le nombre croissant de détenues est clairement lié au démantèlement des programmes de santé, d'éducation et sociaux. Cette tendance s'intensifie en période de déclin économique. Il est très clair que nous envoyons en prison les personnes qui vivent la pire des situations créées par la crise économique et les choix politiques. Les prisons semblent être l'unique solution pour pallier le sans-abrisme³².

Sans-abrisme

- Les femmes sans abri sont «mal logées, dorment mal et mangent mal»²⁶.
- 84 % des femmes sans abri déclarent souffrir d'au moins un grave problème de santé²⁷.
- Les femmes de 18 à 44 ans qui vivent dans la rue sont dix fois plus susceptibles de mourir que les femmes du même âge qui ont un logement²⁸.

²⁸ Louise Langevin et Marie-Claire Belleau, *Le trafic des femmes au Canada: une analyse critique du cadre juridique de l'embauche d'aides familiales immigrantes résidentes et de la pratique des promises par correspondance* (Recherche en matière de politiques) (Condition féminine Canada, 2000).

³⁰ Statistique Canada, *Femmes au Canada*, Le Quotidien, mardi le 7 mars 2006.

³¹ Marika Morris, «*Femmes et pauvreté*» (2002), Feuille d'information de l'ICREF.

³² «Prisons are our homelessness initiative, activist says - Canada - Kim Pate» *Catholic New Times*, 2003.

²⁶ Sierra Bacquie, «Homeless women in Canada» (22 août 2008), en ligne à *Section15.ca*.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*

- 55 % des femmes sans abri ont reçu un diagnostic de problèmes de santé mentale²⁹.
- La plupart des femmes des régions nordiques sont à risque de devenir sans abri en raison de la dureté du climat, du manque d'infrastructures et de la rareté des emplois³⁰.
- Environ 1000 femmes sont sans abri dans le Nord, dont 500 dans la seule ville de Yellowknife³¹.
- Plus de la moitié des personnes accusées d'avoir commis des méfaits étaient sans abri ou vivaient des conditions instables de logement avant leur arrestation. En matière de logement, les détenus purgeant des peines de deux ans et plus vivaient dans des conditions beaucoup plus instables que la population générale³².

Références

Catholic New Times. «Les prisons semblent être notre unique solution au sans-abrisme», Kim Pate, (le 2 novembre 2003).

Centre canadien des politiques alternatives, «Facts About Canada» (2008) *The CCPA Monitor*.

Community Action, *Community Action Online* (Toronto: Community Action Publishing, 2007).

Conseil national du bien-être social. *Profil de la pauvreté, 2002 et 2003 Canada* (Ottawa: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2006).

Conseil national du bien-être social. *Résoudre la pauvreté : Quatre pierres angulaires d'une stratégie nationale viable pour le Canada* (Ottawa: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2007).

Conseil national du bien-être social. *Revenus de bien-être social 2006 et 2007* (Ottawa: 2007).

Hennessy, Trish. *Income Gap Ignored at our Peril: National Update* (Ottawa: Centre canadien des politiques alternatives, 2007)

Institut canadien de recherches sur les femmes, «*L'impact des programmes sociaux: des femmes à faible revenu racontent*» (2007) Feuillet d'information de l'ICREF.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid.*

³² L'Institut canadien d'information sur la santé, «Améliorer la santé des canadiens: Santé mentale, délinquance et activité criminelle» (2008) *L'Initiative sur la santé de la population canadienne*.

Laird, Gordon. *Shelter: Homelessness in a Growth Economy: Canada's 21st Century Paradox* (Ottawa: Sheldon Chumir Foundation for Ethics in Leadership, 2007).

Langevin, Louise et Marie-Claire Belleau. *Le trafic des femmes au Canada: une analyse critique du cadre juridique de l'embauche d'aides familiales immigrantes résidentes et de la pratique des promesses par correspondance* (Recherche en matière de politiques) (Condition féminine Canada, 2000).

Lee, Marc. «Overall tax system no longer meets the basic test of fairness» (The CCPA Monitor, 2008) 14 8.

Morris, Marika. «*Femmes et pauvreté*» (2002) Feuille d'information de l'ICREF.

Morris, Marika. «*La violence faite aux femmes et aux filles*» (2002) Feuille d'information de l'ICREF.

Pate, Kim. «Prisons, the Latest Solution to Homelessness, Poverty and Mental Illness» (2003: Calgary: Womenspeak Series), en ligne au www.elizabethfry.ca/confernc/prison/2.html

Pate, Kim. «Why we should form an international coalition against women's imprisonment...» (2001: Brisbane, Australie), en ligne au www.elizabethfry.ca/confernc/nov29-01/1.html

Statistique Canada, *Femmes au Canada 2000: Rapport statistique fondé sur le sexe* (Ottawa: Industrie Canada, 2000).

Statistique Canada, *Femmes au Canada*, [Le Quotidien, mardi le 7 mars 2006](#).

Statistique Canada, *Revenus des Canadiens*, [Le Quotidien, mardi le 30 mars 2006](#).

Statistique Canada, *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu: Écart salarial entre les hommes et les femmes*, [Le Quotidien, lundi le 20 décembre 1999](#).